POUCET (Bruno). *L'enseignement privé en France*

Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2012, 128 p.

Yves Verneuil

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2744>

DOI : 10.4000/histoire-education.2744

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2013

Pagination : 106-108

ISBN : 978-2-84788-502-6

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Yves Verneuil, « POUCET (Bruno). *L'enseignement privé en France* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2744> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2744>

le champ d'expérience des acteurs. La biographie de ces derniers pourra encore y contribuer. Gageons que ce sera un des prochains chantiers de l'auteur : revanche des témoignages oraux ?

Yves Verneuil

POUCET (Bruno).

L'enseignement privé en France

Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2012, 128 p.

Docteur en droit public, Sabine Monchambert avait donné une tournure exclusivement juridique au précédent « Que sais-je ? » consacré à l'enseignement privé en France. Pour cette nouvelle édition, Bruno Poucet introduit un changement majeur et conformément à sa spécialité, préfère insister sur les aspects historiques. Cette nouvelle optique se justifie pleinement : il est difficile de comprendre la situation de l'enseignement privé en France si l'on ne considère pas le poids des héritages. Que ce soit l'importance des établissements catholiques (les neuf dixièmes des établissements privés) ou l'existence de contrats avec l'État, la clé de compréhension se trouve bien dans l'examen du passé. Le plan de ce « Que sais-je ? » est donc historique. Consacré à la période 1808-1958, le premier chapitre décrit la « genèse longue et difficile » de l'enseignement privé ; le second montre comment l'enseignement privé a été intégré dans la nation à partir de la loi Debré (1959-2012) ; enfin, le dernier propose une description de l'enseignement privé « aujourd'hui ».

Que l'étude commence en 1808, soit avec la fondation par Napoléon de l'Université impériale, laquelle, comme on sait, reçoit le monopole de l'enseignement, rappelle l'importance de la fameuse « question scolaire ». C'est aussi que Bruno Poucet a tenu à traiter de l'enseignement privé en relation avec l'enseignement public. Le premier chapitre comporte quelques incontournables (les lois Guizot, Falloux, Laboulaye), mais ne néglige pas des aspects moins connus : écoles secondaires ecclésiastiques, collèges mixtes. Bruno Poucet montre par ailleurs que l'enseignement privé développe ses propres programmes, dispose de manuels particuliers, met en œuvre un diplôme équivalent au certificat d'études primaires, le CLEP, organise le recrutement et la formation de ses maîtres dans des institutions qui lui sont propres et leur délivre un diplôme, le CLAP. Se forment également des associations de défense et de promotion de

l'enseignement catholique, ainsi que les premiers syndicats enseignants (les maîtres du privé n'étant pas soumis à l'interdiction qui frappe les fonctionnaires). Pour leur part, les protestants font le choix de l'intégration dans l'enseignement public et les écoles israélites sont rares. L'enseignement secondaire libre dispose de quelques établissements prestigieux, qui obtiennent des succès à Polytechnique et Saint-Cyr ; en revanche, l'enseignement supérieur catholique ne rencontre pas le succès escompté.

La fin du premier chapitre et une grande partie du second sont consacrés aux négociations qui ont cherché à régler la « question scolaire », à la genèse et aux diverses étapes de l'élaboration de la loi Debré (conformément à l'esprit de la collection, l'auteur est contraint ici de résumer des aspects qu'il connaît particulièrement bien), ainsi qu'à l'évolution législative et réglementaire jusqu'à nos jours. Pour Bruno Poucet, dont c'est une idée maîtresse, la loi Debré a eu pour effet d'obliger l'enseignement privé catholique à sortir de son ghetto idéologique et culturel. Les établissements sous contrat ne peuvent d'ailleurs refuser des élèves pour des raisons de religion ; et l'enseignement religieux, placé hors contrat, n'est pas (normalement) obligatoire. Reste que l'Église s'arrange pour que le « caractère propre » prévu par la loi concerne non seulement la vie scolaire, mais également les contenus d'enseignement, y compris les cours de morale. Dans les négociations avec l'État, les questions financières ont été primordiales, jusqu'à la loi Carle de 2009. Cette dernière loi témoigne du succès actuel de l'enseignement privé. Cependant, même si on peut relever un essor récent des écoles sous contrat juives (sous l'égide de différents réseaux : Harédi, Ozar Hatorah et Loubavitch) et la timide apparition d'écoles sous contrat musulmanes, ce succès n'est pas contradictoire avec le mouvement de sécularisation qui affecte la société : le plus souvent, l'enseignement privé est vu comme une échappatoire aux maux, réels ou supposés, de l'enseignement public, comme le montre le phénomène du « zapping scolaire ». Aussi bien certains évêques voudraient-ils actuellement « reconfessionnaliser » l'enseignement catholique. Par ailleurs, la fortune actuelle de l'idéologie libérale a favorisé la création d'écoles hors contrat notamment dans le cadre du mouvement « Créer son école ». Les établissements catholiques traditionnalistes et intégristes sont également hors-contrat. Toutefois les établissements hors-contrat (ou « indépendants ») demeurent très minoritaires.

C'est ce qu'établit le troisième chapitre, qui dresse un tableau sociologique en même temps qu'il donne de très utiles indications juridiques. Bruno Poucet,

en effet, a su dépasser son champ disciplinaire propre. Aussi trouve-t-on de précieuses mises au point : précisions sur l'accord du 18 décembre 2008 entre les autorités françaises et le Saint-Siège, cas de l'enseignement supérieur, régime local d'Alsace-Moselle, question de la propriété des établissements, organisation administrative générée par l'enseignement privé (le répertoire des sigles en fin de volume est le bienvenu !), panorama des syndicats de l'enseignement privé, etc.

La conclusion souligne les risques d'enfermement de l'enseignement privé, mais, au risque de mécontenter ceux des syndicalistes du public qui déplorent que l'enseignement privé donne le mauvais exemple, insiste aussi sur les échanges avec l'enseignement public. On relèvera que le format réduit du « Que sais-je ? » a conduit Bruno Poucet à sacrifier un peu les aspects pédagogiques, même s'il rappelle l'existence d'expériences originales (école libertaire de Cempuis, école des Roches, écoles Montessori, sans oublier, entre les deux guerres, l'école Freinet de Vence), note l'existence de recherches pédagogiques (ainsi celle que propose le jésuite François Charmot) et souligne la possibilité d'expérimentations pédagogiques que permet la plus grande souplesse de l'enseignement privé, avec une forte autonomie des établissements (mais les parents d'élèves du privé sont-ils vraiment désireux d'innovations pédagogiques?). Au total, ce « Que sais-je ? » joue parfaitement son rôle. S'appuyant sur les recherches récentes, conjuguant précision et clarté du propos, il met à la portée du plus grand nombre de très utiles données tant historiques que sociologiques et juridiques.

Yves Verneuil